

Révolution française et "vandalisme révolutionnaire" [prés. p. Simone Bernard-Griffiths et al.]

Autor(en): **Tornare, Alain-Jacques**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **43 (1993)**

Heft 4: **Kantonsgeschichte = Histoire des cantons**

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

de l'exécutif révolutionnaire» invitant les sociétés « à assumer un rôle de surveillance des autorités et de l'esprit public». La 4^e partie s'occupe des approches sociales des militants. Les auteurs démontrent que si la Révolution élimine graduellement des formes diverses de la sociabilité d'Ancien Régime, des centaines de milliers de citoyens issus surtout de la classe moyenne d'âge mûr entrent en politique. Le dernier chapitre explique la fin des quelque 6000 sociétés, par étapes successives jusqu'à ce que soient exclues pour plus d'un demi-siècle les associations formées par la réunion de citoyens.

Curieusement, l'ouvrage s'en tient pour l'essentiel à l'espace français alors que la géopolitique fait justement éclater les frontières par la prise en compte des phénomènes internationaux. Certes, dans la liste des sociétés politiques en France, données en annexe, figurent le département du Mont-Terrible (p. 101), celui du Léman (p. 107), mais aucune trace de la Suisse en tant que telle dans la liste des sociétés politiques à l'étranger, alors que dans les deux pages (p. 30–31) consacrées aux sociétés populaires dans le monde, on peut lire que notamment en Suisse, à partir de 1798, «se développent de nombreuses sociétés politiques qui prennent en général l'appellation de "cercles constitutionnels"». D'autre part, le lecteur suisse sera étonné de voir Genève intégrée prématurément à la France avant 1798 sur la carte des sociétés politiques en Centre-Est (cf. p. 25).

Cet atlas d'une grande densité se veut «bilan en marche, ouverture sur de nouveaux chantiers». Est-il prévu que l'un d'entre eux prenne en compte de façon substantielle la Révolution hors de France? *Alain-Jacques Tornare, Marsens*

Révolution française et «vandalisme révolutionnaire». Actes du colloque international de Clermont-Ferrand, 15–17 déc. 1988, recueillis et présentés par Simone Bernard-Griffiths, Marie-Claude Chemin et Jean Ehrard. Paris, Universitas, 1992. X, 461 p., ill.

Il ne fallait pas moins de 34 communications pour aborder ce thème particulièrement délicat, considéré habituellement comme l'application de la Terreur au niveau de l'architecture.

L'ouvrage est divisé en cinq parties, précédées chacune d'une présentation et suivies d'un débat parfois nourri, le tout complété d'une discussion générale. Cet ouvrage collectif associe des approches plurielles issues d'horizons du savoir différents: de l'approche cinématographique au traitement psychanalytique du problème en passant par exemple par la vision qu'en avait l'étranger ou l'enquête d'opinion actuelle. Cette multiplicité des approches s'imposait du fait de la pluri-vocité du mot «vandalisme» (destruction, dégradation, vol, pillage et dilapidation), de la complexité du phénomène et du caractère polémique de la notion.

Cet ouvrage rappelle que ce vocable péjoratif, partie intégrante de la «légende noire» de la Révolution française, a paradoxalement d'abord été présenté par l'Abbé Grégoire, pour fustiger les exaltés qui faisaient le jeu de la Contre-Révolution.

En confrontant les différents textes il apparaît que tant les révolutionnaires que leurs ennemis s'accordent à voir dans le vandalisme un acte patrimonial de refus d'héritage. Au fil des articles, le lecteur se retrouve face à deux types de vandalisme: le banal qui détruit gratuitement et le révolutionnaire qui veut imposer une nouvelle culture républicaine et atteindre sans hésitation «un point de non retour par la suppression des institutions antérieures et des traces mêmes de la culture

ancienne» (cf. p. 150, 364, 428). C'est ainsi que la couverture de l'ouvrage représente symboliquement la démolition de la Bastille.

L'ouvrage montre que derrière le néologisme créé en 1794, le vandalisme «fils de la révolution» a existé de tous temps et sous diverses formes: les iconoclastes huguenots lors des guerres de religion, le «vandalisme clérico-monarcho-parlementaire» lors de la destruction des temples réformés au XVII^e siècle (p. 341), le «vandalisme municipal» et les destructions intentionnelles au cours des grands conflits mondiaux. En 1792, le manifeste de Brunswick peut apparaître comme un projet de vandalisme (cf. p. 65), tout comme lors du partage de la Pologne la volonté de détruire son patrimoine (p. 79).

Si les enquêtes sur les destructions dans les départements donnent des bilans partiels, en témoignant tout de même de la grande diversité des dégradations, on remarquera le travail de Louis Trénard sur les pays de l'Ain, voisins de la Suisse.

Quant bien même certains aspects restent dans l'ombre tel le vandalisme contre-révolutionnaire, le lecteur aura finalement l'impression d'avoir suivi plusieurs colloques à la fois tant est riche la matière traitée.

Alain-Jacques Tornare, Marsens

Jerrold Seigel: Paris bohème. Culture et politique aux marges de la vie bourgeoise, 1830–1930. Traduit de l'anglais par Odette Guitard. Paris, Gallimard, 1991. 421 p. + 12 ill. hors texte (Bibliothèque des Histoires).

Au travers d'une série d'études de caractère monographique d'importance variable, ordonnées chronologiquement, J. Seigel a voulu restituer l'histoire culturelle – et sociale relativement – d'une bohème singulière, historiquement datée, à savoir la bohème parisienne telle qu'elle défila entre les préhistoriques groupes des Jeunes-France, des bouzingots et du Doyenné des années 1830 et les avant-gardes qui lui succédèrent dans les premières décennies du XX^e siècle. Bohème parisienne, «bohème classique», dont la vie historique est reconstituée en fonction de l'interrogation conjointe de nombreux parcours biographiques et de multiples œuvres à vocation artistique, de qualités très différentes, qui constituent autant de témoignages d'hommes qui, se vouant à l'art et à sa pratique, se voulurent et se reconnurent proprement bohèmes et en firent leur vie. Témoignages aussi de ceux qui ne firent que participer du bohémianisme en en faisant l'expérience et en s'interrogeant sur sa signification, sa valeur comme mode d'articulation de la pratique de l'art et de la vie sociale jusqu'à en formuler des sortes de problématiques théoriques – ainsi Baudelaire – et d'observateurs qui examinèrent, les uns avec sympathie, d'autres – ainsi les Goncourt – en en dénonçant les dangers et les risques, le mode de vie bohème et les problèmes qu'il ne pouvait manquer de poser, esthétiques, sociaux voire existentiels.

De cette recherche dont l'auteur souligne la difficulté, ressort une thèse centrale: si difficile à saisir et à définir qu'elle puisse paraître, à partir du modèle premier de Murger, sans doute «son cartographe le plus influent», mais aussi le plus labile, cette bohème originale ne peut se bien comprendre, comme objet historique, que comme enganguee dans la société bourgeoise dont elle partagea étroitement l'histoire. Ainsi à la phase de la bohème proprement classique, artistique, mais aussi à dimensions politiques entre 1848 et 1871, succéda une bohème devenue «matière à publicité», exploitant, par la «fumisterie», la «blague», dans les cabarets de Montmartre l'envie d'un public élargi d'en tâter sans risques, avant de se trouver peu à